

L'indépendance du Québec : terrain de solidarités ?

Pierre Mouterde

Numéro 772, mai-juin 2014

Faire front contre la droite canadienne

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71680ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mouterde, P. (2014). L'indépendance du Québec : terrain de solidarités ?
Relations, (772), 22-24.

L'indépendance du Québec : terrain de solidarités?

La question nationale québécoise pourrait être un terrain d'alliances avec des mouvements de gauche et d'autres peuples du Canada, pour autant qu'elle renoue avec une conception émancipatrice de l'indépendance.

PIERRE MOUTERDE

Pas besoin d'avoir «la tête à Papineau» pour comprendre que la question nationale québécoise peut être vue comme une pomme de discorde par les forces de gauche qui, au Canada, souhaiteraient serrer les rangs et faire cause commune contre les interventions du gouvernement conservateur du premier ministre Stephen Harper. Après tout, cette volonté d'affirmation nationale renvoie à l'idée d'indépendance ou, dit autrement, de «séparation», traduisant un désir des Québécois de faire, semble-t-il, bande à part, loin donc de tout combat commun ou de toute lutte menée ensemble. C'est d'autant plus le cas que le Québec forme une communauté politique en elle-même, avec son histoire propre et ses références et symboles communs qui sont le plus souvent mal compris dans le reste du Canada.

Mais ne devrait-on pas poser le problème autrement? Ne serait-ce que parce que ces difficultés d'unité ne datent pas d'hier et qu'elles se manifestent depuis des décennies à travers les mêmes pratiques sans avenir: à l'existence d'un seul lien durable et politique, celui du Nouveau parti démocratique (NPD), pensé du côté anglophone sur le mode d'un fédéralisme centralisateur, répondent souvent, du côté québécois, des réflexes d'autoprotection nationalistes, voire provincialistes refusant toute stratégie d'alliance audacieuse avec les mouvements sociaux anglophones. N'est-ce pas à ces deux travers stérilisants qu'il faudrait oser s'en prendre aujourd'hui?

La question est d'importance, tant le gouvernement conservateur de Stephen Harper –en particulier depuis qu'il est devenu majoritaire– apparaît dangereux: chaque jour davantage, il manifeste cette volonté obstinée de renforcer les logiques néolibérales du «tout au marché» en les faisant rimer avec une vision conservatrice du Canada. D'où ses politiques d'austérité et de retour à l'équilibre budgétaire accompagnées d'une hausse marquée des dépenses militaires et d'un engagement diplomatique plus belliqueux. D'où ses coupes dans la fonction publique et la réduction des services offerts par l'État pendant que sont renforcées les peines de prison et la répression pour les jeunes. D'où son mépris pour les groupes communau-

taires et féministes et ses attaques en règle contre les syndicats. D'où, enfin et surtout, son engagement très clair aux côtés des lobbies pétroliers, miniers et financiers –particulièrement ceux de l'Ouest– sans égard aucun pour l'augmentation des gaz à effet de serre ou les dégâts environnementaux qui découlent de cette «re-primarisation» de l'économie canadienne. Ce tournant majeur est inquiétant pour tous ceux et celles qui ont le cœur à gauche, et il nécessite une réponse de tous les secteurs progressistes présents dans l'espace canadien. Mais quelle réponse donner qui puisse tenir compte à la fois de la situation des luttes actuelles et du désir d'affirmation nationale du Québec?

UNE « PRISON DES PEUPLES »

L'histoire du développement de l'État fédéral canadien n'a pas été vécue de la même manière partout. Et loin de n'évoquer que l'image d'Épinal d'un pays grand et prospère, le Canada peut aussi réveiller d'autres sentiments, notamment celui d'avoir été et d'être encore aujourd'hui une véritable «prison des peuples». Surtout si l'on est né Autochtone (réduit au statut de citoyen de seconde zone) ou Québécois (sans plein droit à l'autodétermination politique). Ou encore si l'on est membre d'une des minorités francophones dispersées à l'échelle du pays (luttant quotidiennement pour préserver leur culture ou leur langue), ou si l'on appartient au «peuple d'en bas», c'est-à-dire à tous ces secteurs populaires si souvent oubliés et marginalisés qui sont devenus, particulièrement depuis la crise de 2008, les cibles premières des politiques d'austérité imposées par l'État fédéral.

À cet égard, le fédéralisme canadien apparaît aujourd'hui, sous la gouverne conservatrice, pour ce qu'il est: un appareil inique qui, loin de servir le bien commun de tous les Canadiens, s'est transformé en une machine placée au service d'une petite élite oligarchique, s'employant à faire passer ses intérêts particuliers pour ceux de tous et toutes.

Il n'est donc pas anodin qu'un des mouvements sociaux les plus importants et les plus audacieux qui se soient dressés contre de telles politiques ait été le mouvement autochto-

L'auteur, sociologue et essayiste, a publié entre autres *La gauche en temps de crise, contre-stratégies pour demain* (Liber, 2011)



ne Idle No More (Fini l'inertie). Ce mouvement, au-delà de ses revendications initiales (le soutien à la grève de la faim de Teresa Spence ainsi que la lutte contre le projet de loi C-45 en décembre 2012), prend sa source dans les très difficiles conditions d'existence des peuples autochtones et dans leur volonté d'être reconnus comme des nations à part entière. Il s'oppose à un gouvernement qui, plus encore que ses prédécesseurs qui n'avaient rien d'exemplaire, continue de nier le droit à l'autodétermination des peuples autochtones ainsi que la possibilité d'une véritable autonomie gouvernementale garantie par l'accès à des ressources territoriales.

À l'instar des revendications d'autonomie autochtones, la question nationale québécoise pourrait devenir non seulement un puissant stimulant dans la lutte contre le conservatisme et les politiques néolibérales harperiennes, mais aussi être un des lieux privilégiés où cette lutte pourrait se déployer avec le plus de force. D'une part, parce que le droit à l'autodétermination du peuple québécois reste bafoué par l'État fédéral, ne serait-ce que par ses nombreuses ingérences dans les champs de compétence du Québec et la non-reconnaissance de son droit de sécession. D'autre part, parce que les orientations des politiques du gouvernement Harper, avec leur caractère outrageusement partisan et biaisé en faveur des intérêts privés des lobbies de l'Ouest, ne font qu'aviver cette volonté d'affirmation nationale du Québec et lui donnent d'autant plus de raisons d'être.

CONTRE LA MONTÉE DU NATIONALISME IDENTITAIRE

Le problème, toutefois, c'est qu'à mesure que les conservateurs de Stephen Harper reconfigurent le Canada à leur image, excluant d'office un Québec qui s'y reconnaît de moins en moins, l'expression de ce sentiment d'exclusion prend surtout la forme d'un repli identitaire. Or, cette montée d'un nationalisme identitaire conservateur au Québec complique les possibilités de construire des alliances entre les mouvements sociaux d'ici et ceux du Canada anglais; des luttes communes risquent d'en souffrir.

La meilleure façon de lutter contre les vents de droite (tant au Québec qu'au Canada) et de mettre un frein aux germes de division qu'ils portent ne consiste pas à faire l'impasse sur la question nationale québécoise. Au contraire.

Dans ce contexte, une des seules façons de contrer cette tendance serait d'œuvrer, au sein de la gauche québécoise, à donner un contenu clairement de gauche au projet indépendantiste, afin de donner aux aspirations nationalistes exacerbées une expression liée aux grandes traditions émancipatrices de la gauche. Cela est d'autant plus réalisable qu'une partie importante de la gauche québécoise milite activement pour l'indépendance ou la souveraineté du Québec, en pensant la question nationale de manière étroitement imbriquée à la question sociale et écologique et en cherchant à l'orienter autour de l'idée d'une souveraineté populaire en acte fondée sur la conception d'une nation citoyenne. La stratégie d'accès à la souveraineté préconisée par Québec solidaire, par le moyen d'une assemblée constituante pensée comme un vaste exercice de démocratie participative brisant le statu quo fédéraliste, en est un bel exemple.

Autrement dit, la meilleure façon de lutter contre les vents de droite (tant au Québec qu'au Canada) et de mettre un frein aux germes de division qu'ils portent ne consiste pas à faire l'impasse sur la question nationale québécoise. Au contraire, il s'agit de lui donner un contenu progressiste, en encourageant solidairement tous ceux et celles qui mènent, depuis cette perspective, un combat contre le conservatisme néolibéral et fédéraliste, mais aussi contre la tentation du repli identitaire et ses corollaires racistes et populistes. Il s'agit aussi de faire en sorte que les

Lino, *Les mains vides*, 2014, acrylique et collage sur papier



alliances tissées avec des mouvements sociaux en lutte au Canada contre les politiques de Harper (Autochtones, syndicats, écologistes, féministes, etc.) ne se fassent pas en esquivant la question nationale, mais dans la découverte de ce que cette dernière porte comme aspirations légitimes.

Il faut défaire ce nœud. En ce sens, des luttes communes sur des sujets de juridiction fédérale (par exemple la signature de traités de libre-échange, la construction de pipelines ou les questions autochtones) pourraient aussi nous faire avancer sur le plan d'une meilleure connaissance mutuelle et de la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple québécois. Une gauche qui s'ouvre à la réalité et aux aspirations des Autochtones peut-elle se fermer à celles des Québécois? Cette question se pose, car il

Des ponts ne doivent-ils pas être créés ou consolidés entre tous les peuples du Canada qui luttent, depuis sa fondation, pour s'émanciper de la tutelle d'un État historiquement marqué par le colonialisme?

demeure qu'au Canada anglais, même au sein de la gauche, l'idée même d'indépendance du Québec se heurte à un mur d'incompréhension, voire à une hostilité profonde. On peut toutefois espérer qu'en côtoyant des militants indépendantistes québécois dans des luttes communes, la méconnaissance et la méfiance qu'entretiennent encore une partie de la gauche canadienne et la majorité des Canadiens anglais à l'égard du nationalisme québécois s'estompent graduellement, favorisant une meilleure compréhension du projet souverainiste. À cet égard, les grands syndicats pancanadiens, notamment celui de la fonction publique fédérale ou encore celui des postiers, ont un rôle important à jouer. Au cours des dernières années, les luttes communes qui y ont été menées ont non seulement permis la création de liens de solidarité, mais aussi la tenue de débats respectueux sur la question nationale québécoise.

UNE APPROCHE POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

Maintenant, comment penser une approche politique stratégique qui pourrait conjuguer à la fois les volontés d'affirmation nationale du Québec avec la constitution de nouvelles alliances entre mouvements sociaux en lutte contre les politiques de Harper à l'échelle du Canada? En fait c'est probablement à partir de plusieurs fronts –les nouveaux mouvements sociaux (autochtones, étudiants, féministes, etc.), mais aussi les anciens (secteurs du mouvement syndical)– que ces alliances si nécessaires pourront commencer à se forger.

En cette ère de «re-primarisation» de l'économie canadienne toutefois, la thématique écologique offre peut-être ce vecteur unitaire autour duquel ces différentes luttes pourraient commencer à se réarticuler et à s'élargir pour se doter d'une cohérence si nécessaire pour réussir à endiguer la vague conservatrice qui déferle sur l'espace canadien. Après tout, les Autochtones d'Idle No More n'ont-ils pas donné une dimension écologique à leur lutte? Et de son côté, le Québec n'aurait-il pas tout à fait les moyens de se passer du pétrole pollueur de l'Ouest –grâce notamment à l'hydro-électricité et à des politiques authentiquement écologiques– et de promouvoir un mode de développement économique infiniment moins nocif pour l'environnement?

Surtout, des ponts ne doivent-ils pas être créés ou consolidés entre tous les peuples du Canada qui luttent, depuis sa fondation, pour s'émanciper de la tutelle d'un État canadien historiquement marqué par le colonialisme? Pour ce faire, une solidarité entre les peuples québécois, autochtones, métis, acadien et canadien-français est essentielle et implique de sortir le projet souverainiste québécois des ornières du repli identitaire dans lequel il tend à s'enfoncer depuis plusieurs années.

Penser de manière politique la lutte contre le gouvernement Harper, c'est donc travailler à bâtir des alliances stratégiques autour des foyers de lutte les plus prometteurs et les plus à même de bousculer l'hégémonie conservatrice, voire celle de l'État canadien dans sa forme actuelle. Et un



projet progressiste d'indépendance du Québec, surtout s'il est porteur d'une vision pleinement écologiste, en fait de toute évidence partie, à condition d'en saisir le caractère stratégique, le rôle potentiel de puissant catalyseur dans l'élan de contestation politique qu'il fera inévitablement naître. ●

Lino, *Dirigeables en liberté!*, 2014, acrylique et collage sur papier